

AMBASSADE DU TOGO

*Mission Permanente auprès de l'Office des Nations Unies,
de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres
Organisations Internationales à Genève*



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail- Liberté-Patrie

**DÉCLARATION DU TOGO AU NOM DU GROUPE
AFRICAIN LORS DE LA 68^è SESSION DU CONSEIL
DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA
CNUCED**

DU 30 SEPTEMBRE AU 04 OCTOBRE 2019

POINT 2 :

***Interdépendance et stratégies de développement à
l'heure de la mondialisation***

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellences,

Distingués délégués,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe Africain et je souscris aux propos formulés par l'Equateur, au nom du G77 et de la Chine.

Le Groupe Africain salue le travail remarquable du Secrétariat et les idées contenues dans ce rapport qui insiste sur la nature imbriquée de l'économie mondiale qui implique des efforts concertés ainsi qu'une responsabilité partagée, à des degrés divers. Le Rapport souligne à cet effet que les objectifs de développement durable (ODD) ne sauraient se réaliser d'ici à 2030 que par le soutien de politiques publiques coordonnées au niveau international. Il prône, de ce fait, une nouvelle donne écologique mondiale pour rompre avec les années d'austérité post-crise qui contribuera à une répartition plus équitable des revenus et inverser le processus de dégradation de l'environnement enclenché depuis des décennies.

Monsieur le Président,

Le Rapport préconise un Global Green New Deal, qui est une refonte globale du système multilatéral avec pour objectif de répondre aux défis socio-économiques et environnementaux dont fait face notre planète si l'on entend réellement d'une part, réaliser les objectifs de développement durable fixés à 2030, et, d'autre part, bâtir les bases d'une économie globale inclusive. Cette question renvoie au rôle fondamental des Etats qui doivent être aptes à adopter des stratégies et mesures concrètes en vue de dompter les nouveaux défis sous toutes leurs formes dans l'optique d'accélérer le développement économique de de nombreux pays, pour une réalisation effective des ODD.

Pour ce faire, il est impératif que des actions efficaces soient prises pour éviter que l'endettement des pays en développement qui se chiffre à environ 67.000 milliards de dollars ne deviennent un fardeau pour leur développement. Aussi convient-il de souligner que les mesures salutaires prises par de nombreux Etats en développement pour soutenir leurs croissances, garantir les paiements du service de la dette, sont affectées, entre autres, par les marchés financiers, la volatilité des prix des matières premières, les mesures protectionnistes des pays développés.

Le présent rapport indique des pistes du travail commun qui pourrait retenir l'attention des Etats membres et donner naissance à une économie inclusive.

Monsieur le Président,

L'idée d'une nouvelle donne écologique mondiale, ne pourrait s'entendre comme un système d'économie mondiale fortement inique, favorable à certains Etats confinant toujours plus la majorité des pays en développement à la marge grâce à des mécanismes et règles largement à leurs avantages. On constate ainsi que les ajustements dictés par les mesures écologiques se font progressivement au détriment des nombreux pays en développement qui bien irrégulièrement, et injustement supportent les coûts relatifs au recyclage des biens usés générés par les pays développés. Il se dessine sous nos yeux une division moderne du travail qui n'est pas si éloignée des archétypes anciens. Le Groupe africain estime qu'il est grand temps que les engagements librement consentis dans le cadre de la lutte visant la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements soient respectés pour le bien-être de l'humanité sur plusieurs angles.

Monsieur le Président,

Le travail acharné pour l'émergence d'une économie inclusive basées sur des principes et règles plus juste et porteuses de développement n'est pas un privilège qui serait fait aux pays en développement ou africains. C'est agir sagement pour prévenir des maux qui nous affecteraient tous, autant que nous vivrons sur cette même planète et avons besoin d'oxygène pour respirer. Aucune nation, aucune région et surtout pas l'Afrique, n'acceptera indéfiniment de pâtir des actes d'autres. Raison pour laquelle, il est fortement recommandé que le Conseil examine favorablement ce rapport et surtout invite le Secrétariat à dégager sans tarder, des points susceptibles de nourrir des pourparlers sur des actions concrètes et consensuelles.

Le Groupe Africain est disposé à participer constructivement à cette dynamique positive.

Je vous remercie